

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1904.

Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1851
sur les successions.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Cette proposition est puisée presque tout entière dans la proposition de loi déposée le 8 janvier 1895, ayant pour objet *des modifications à apporter au mode de perception et au tarif des droits de succession et de mutation*, et dont M. Magnette a présenté les développements. La proposition ci-après, qui ne touche qu'au mode de perception des droits actuels, laisse donc subsister la proposition originaire du 8 janvier 1895. Elle a sa raison d'être dans la nécessité de créer des ressources immédiates, durables et surtout dans des conditions financières et économiques normales, pour assurer la participation de l'État à la solution du problème des pensions ouvrières, mais on pourrait pendant quelques années affecter ces ressources à supprimer le fardeau qui pèse sur la consommation d'une denrée essentielle et cependant inaccessible à un grand nombre de prolétaires, comme le sucre par exemple.

Les droits de succession en ligne collatérale et entre personnes non parentes, non seulement ne se heurtent pas à certaines objections que font naître les droits de succession en ligne directe, mais ils présentent encore avec ceux-ci, d'ailleurs, cette particularité, si importante ici, d'être supportés définitivement par ceux qu'ils atteignent directement sans qu'aucune répercussion en soit possible.

L'impôt général sur le revenu seul leur est, à cet égard, assimilable et de nombreux théoriciens de l'impôt ont compris les droits de succession dans

les impôts directs. L'assimilation, à ce point de vue, est légitime, même en adoptant la plus étroite définition de l'impôt direct impliquant la non-répercussion. Ni le salaire, ni le coût de production national ne peuvent être atteints par ces impôts. D'autre part, la justice la plus rigoureuse commande d'opérer la revision des droits de succession en ligne collatérale. Le mode actuel de perception perpétue des abus et des injustices de répartition qui s'aggravent avec l'évolution économique elle-même. C'est qu'en effet la fortune mobilière, facile à dissimuler, échappe en une large mesure à l'impôt et, l'évolution économique de toutes les nations industrielles étant caractérisée par l'accroissement de la richesse mobilière, à la fois absolu et relatif à la fortune immobilière, il est clair que l'importance des soustractions faites au Trésor public et la grandeur des injustices de répartition appellent de plus en plus énergiquement l'intervention du législateur.

L'arrêté du Gouvernement provisoire du 17 novembre 1830, abrogeant le serment imposé par la loi du 27 décembre 1817 et faisant remise de toutes les amendes encourues pour défaut de prestation de serment, marque la séparation de deux régimes distincts dans la perception des droits et permet d'en comparer les effets.

En 1848, dans son Exposé des motifs du projet qui devint la loi du 17 décembre 1851, M. Frère ne craint pas de dire, en effet, que cet arrêté a « enlevé au Trésor la seule garantie efficace de la sincérité des déclarations en ce qui concerne le mobilier ». Le même document reproduit un état comparatif suggestif :

« En réunissant les valeurs déclarées dans tous les bureaux de chefs-lieux, on trouve pour 1829 (période antérieure à l'abrogation du serment)

les immeubles estimés à	21,528,000
les meubles à	20,868,000

et pour 1840 (période postérieure à l'abrogation)

les immeubles estimés à	25,436,000
les meubles à	14,130,000

Il suffit de comparer ces chiffres pour se convaincre que l'écart creusé par la dissimulation ou par la sous-évaluation des meubles est considérable : en 1829, les valeurs mobilières représentaient 49 % du montant des valeurs déclarées; en 1840, elles représentent moins de 36 %.

La dissimulation des valeurs mobilières pouvait donc s'exprimer en 1840 par 75 % des valeurs mobilières effectivement déclarées. En supposant que le rapport réel des fortunes mobilières et immobilières fût encore le même qu'en 1829, au lieu de 14,130,000 francs, c'est 24,692,320 francs qu'on eût dû déclarer. La différence, part de la fraude, était de 10,542,320 francs.

En 1881, l'Administration, d'après d'autres méthodes, aboutit à des résultats plus graves encore peut-être.

La comparaison des successions soumises à l'inventaire avec celles qui se liquidèrent sans inventaires donna les résultats suivants :

	Successions liquidées		Total.
	Après inventaire	Sans inventaire.	
NOMBRE DE DÉCLARATIONS fr.	828	6,606	7,434
Immeubles en Belgique	21,250,740	96,552,810	117,763,550
— à l'étranger	470,500	1,044,140	1,514,640
Rentes et créances hypothécaires . .	4,756,100	12,458,760	17,214,860
Titres nominatifs	1,524,410	2,656,410	4,180,820
Titres au porteur	9,678,630	11,786,330	21,464,960
Autres valeurs immobilières. . . .	8,202,570	20,951,880	29,154,450
	45,862,950	145,430,530	191,293,280

Si l'on admet par hypothèse, avec l'Administration des Finances, que les valeurs susceptibles d'être dissimulées (les titres au porteur et les autres valeurs mobilières) aient le même rapport proportionnel aux valeurs immobilières et aux autres valeurs mobilières nominatives, dans les successions avec inventaires et les successions sans inventaires, on aboutit au résultat suivant :

Pour 27,981,750 francs de valeurs immobilières et créances hypothécaires, il y a, dans les successions inventoriées, 17,881,200 francs de valeurs mobilières dissimulables.

Pour 112,881,200 francs de valeurs immobilières, dans les successions non inventoriées, il y a 52,738,215 francs de valeurs mobilières déclarées ; il devrait, à proportion égale, y en avoir pour 72,013,000 francs. La part de la dissimulation est de 39,275,000 francs. Tel est le résultat du calcul de l'Administration.

En 1881, si l'on se base sur les déclarations, l'ensemble de la fortune mobilière représenterait 37.5 % de l'ensemble, la fortune immobilière représenterait 62.5 %. Et si l'on redresse les erreurs d'après la méthode indiquée, on en revient, à peu de chose près, au rapport de 1829, 48.5 % pour les meubles et 51.5 % pour les immeubles ; la fraude, en 1881, représenterait 20.5 % du montant des valeurs *déclarées* effectivement.

Cependant, il est impossible que les valeurs mobilières ne prennent pas aujourd'hui une place plus considérable dans les déclarations successorales.

En 1839, Briavoinne, dans son livre sur l'*Industrie en Belgique*, volume II, pages 225 et suivantes, évalue de 350 à 375 millions le capital des sociétés par actions en Belgique, en y comprenant les banques, les institutions de crédit, d'assurance, à côté des sociétés industrielles.

En 1879, bien près du moment où les calculs qui précèdent étaient établis, la fortune mobilière en Belgique était portée par le *Moniteur des intérêts matériels* à 4,987,942,300 francs, en y comprenant tous les fonds publics. Au 1^{er} janvier 1899, il évalue cette fortune à 8,087,528,368 francs ; les fonds publics y sont compris pour 3,640,086,589 francs ; il reste pour 4 milliards 447 millions de valeurs financières et industrielles. Il en faut évidemment

déduire les valeurs placées au dehors, comme il y faudrait comprendre le portefeuille étranger. Si grandes que soient les causes d'erreurs, l'augmentation de 1859 à 1899 est énorme.

Il est impossible d'évaluer avec précision l'accroissement du rendement des droits de succession après l'application des mesures proposées. En effet, il faut tenir compte non seulement de leur efficacité, mais des variations historiques que présente la proportion des valeurs mobilières dans l'ensemble des successions.

Les droits de succession, de 1891 à 1893, se sont élevés en moyenne à 18 millions de francs. Supposez la proportion des valeurs mobilières constante de 1881 à 1893, l'efficacité de l'inventaire se traduirait par une augmentation d'impôts de 5,600,000 francs au moins par an.

Ce que l'on peut dire, c'est que l'augmentation serait importante, et présenterait un minimum de trois à quatre millions de francs.

Les articles de la proposition de loi, déjà largement justifiés dans les développements de M. Magnette, n'exigeront plus ici qu'un court commentaire.

Scellés et inventaires. — Les objections dirigées contre cette partie de la proposition que domine le remarquable discours de M. Nyssens en 1892, ont été examinées et discutées avec beaucoup de soin et de talent par M. G. Van den Bossche, dans une substantielle étude : *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France et en Belgique*, étude de législation financière comparée (Louvain, pages 110 et suivantes). Il combat successivement les objections tirées de l'inutilité de la mesure, des troubles qu'elle jette dans les familles, de l'insuffisance des garanties qui leur sont données.

M. Galopin, professeur à l'Université de Liège, cité par cet auteur, soutient que la mesure est inutile, s'il y a conflit d'intérêts entre les divers héritiers ; illusoire, s'il y a entente entre eux contre le fisc. M. Van den Bossche a justement remarqué que le même raisonnement pouvait se faire à l'égard de tout créancier de la succession. Mais la statistique vient renforcer l'argumentation théorique. En effet, il résulte des chiffres ci-dessus que, en 1881, les successions soumises à l'inventaire présentaient des valeurs susceptibles d'être dissimulées à concurrence de 40 % de l'ensemble des déclarations, alors que les successions non inventoriées n'en présentaient que 19.8 %. Dès lors, l'efficacité fiscale de l'inventaire est mathématiquement justifiée par cette élévation du simple au double de la proportion des titres au porteur. Ce qui rend décisif l'argument statistique, c'est que les personnes incapables, protégées *en droit* par la loi, acquittent tout l'impôt, alors que les capables, protégées *en fait* contre la loi, n'en acquittent qu'une partie, quand elles l'acquittent.

La réponse péremptoire à l'accusation de troubler les familles est dans ces mots prononcés dès 1892 par M. Nyssens (*Annales parlementaires*, 7 décembre 1892, p. 209) : « Je n'ai proposé aucune mesure nouvelle qui fût si loin de nos mœurs. J'ai indiqué comme susceptibles d'être introduites ici, des mesures bien simples, peu dangereuses, que nous voyons pratiquées dans les successions où il y a des mineurs, des êtres faibles, objets de la protection

du législateur. Les majeurs s'en trouveraient-ils donc si mal? » On ne peut rien répondre de décisif à ces raisons. Est-ce que les douleurs intimes ne sont pas aussi respectables et ne peuvent être également respectées dans les deux cas?

A l'égard des garanties contre l'indiscrétion et l'abus, M. Van den Bossche, d'accord avec M. Nyssens, veut confier exclusivement au juge de paix l'apposition des scellés. Nous sommes disposés à modifier dans ce sens notre proposition primitive.

La législation comparée nous fournit des exemples d'une procédure fiscale identique à celle qui est proposé. Telle la législation du canton de Vaud, et il n'y a nulle apparence que le repos des familles y soit troublé.

Obligations des dépositaires. — Le rapport de M. Doumer, sur le régime fiscal des successions (10 novembre 1894), renferme une disposition analogue avec ce commentaire : « cette disposition empruntée au projet de MM. Burdeau et Poincaré, a été insérée dans tous les projets de loi sur les droits de mutation présentés par le Gouvernement depuis 1888 ». Son efficacité est justifiée par l'exemple de l'Angleterre.

H. DENIS

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

L'article 8 de la loi du 22 décembre 1831 sur les successions est complété par les dispositions suivantes :

Lorsqu'une personne sera décédée et qu'elle ne laissera d'autres héritiers que des héritiers collatéraux ou des non-parents, les scellés seront apposés d'office en sa mortuaire comme aussi dans les résidences qu'elle avait de son vivant.

L'apposition des scellés sera faite par le juge de paix ou son suppléant.

Un arrêté royal déterminera la rémunération due de ce chef aux personnes ci-dessus et réglera l'exécution de la présente disposition.

Néanmoins, les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés.

En cas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée, et adressés au président du tribunal, qui statuera en dernier ressort, aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'Administration des Finances et les intéressés qu'il invitera à comparaitre par lettre recommandée.

ART. 2.

L'article 22 de la même loi est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales et

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 8 der wet van 22 December 1831 op de nalatenschappen :

Wanneer een persoon sterft en hij geene andere dan erfgenamen in de zijlinie of niet-bloedverwanten nalaat, worden de zegels, ambtshalve gelegd in zijn sterfhuis, evenals ter verblijfplaatsen die hij gedurende zijn leven had.

De verzegeling geschiedt door den vrederechter of diens plaatsvervanger.

Het daarvoor aan hoogergeroemde personen verschuldigd loon evenals de uitvoering van deze wetsbepaling worden bij koninklijk besluit geregeld.

Echter, worden enkel de papieren en stukken, dienstig tot het vaststellen van het vermogen des overledenen, verzegeld.

In geval van verzet, worden deze papieren in een verzegelden omslag gedaan en gezonden aan den voorzitter der rechtbank, die, op door hem te stellen dag en uur, zonder verder beroep uitspraak doet, na eerst het Bestuur van Financiën ~~gehoord~~ te hebben alsmede de belanghebbenden, die hij bij aangeteekenden brief zal oproepen.

ART. 2.

Artikel 22 van dezelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

De naamlooze of commanditaire vennootschappen, belgische of vreemde, of hare

toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires de fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs appartenant à une personne décédée ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires qu'à l'intervention et avec le concours du receveur des droits de succession compétent et après que, contradictoirement avec celui-ci, inventaire en aura été dressé, sur papier libre, et qu'en suite de cet inventaire les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties suffisantes par le receveur, sauf recours des intéressés au Ministre des Finances et des Travaux publics, le tout à peine, par les dépositaires, d'être tenus solidairement au paiement des droits et amendes, et à peine, en tous cas, d'une amende de mille à dix mille francs contre l'auteur ou les auteurs de la contravention.

hulpinrichtingen, en alle rechtspersonen of physische personen, die fondsen, titels, aandelen, obligatiën, speciën en waarden, toebehoorende aan eenen overleden persoon, ter bewaring hebben ontvangen, mogen ze niet afgeven aan de erfgenamen of legatarissen, tenzij ten overstaan en met de medehulp van den bevoegden ontvanger der successierechten en nadat, in diens tegenwoordigheid, de inventaris daarvan op ongezegeld papier werd opgemaakt en, ten gevolge van dezen inventaris, de rechten worden uitbetaald of ten genoegen van den ontvanger zekerheid werd gesteld, behoudens beroep van de belanghebbenden op den Minister van Financiën en Openbare Werken, dit alles op straffe, voor de bewaarnemers, van hoofdelijk gehouden te zijn tot betaling van de rechten en boeten, en op straffe, in elk geval, van eene boete van 1,000 tot 10,000 frank, den dader of de daders dezer overtreding op te leggen.

H. DENIS.

PAUL JANSON.

ANT. DELPORTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1901.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 22 December 1851
op de nalatenschappen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onderhavig voorstel is nagenoeg gansch getrokken uit het wetsvoorstel, den 8ⁿ Januari 1895 overgelegd, en strekkende om *wijzigingen toe te brengen aan de wijze van heffing en aan het tarief der erfenis- en overgangsrechten*, door den heer Magnette toegelicht. Dus laat het hierachter volgend voorstel, dat enkel de wijze van heffing der bestaande rechten raakt, het oorspronkelijk voorstel van 8 Januari 1895 bestaan. De aanleidende oorzaak daartoe is de noodzakelijkheid om onmiddellijke, duurzame geldmiddelen te vinden, vooral in gewone financiëele en huishoudkundige voorwaarden, ten einde de bijdrage van den Staat te verzekeren tot het oplossen van 't vraagstuk der arbeiderspensioenen. Doch gedurende eenige jaren kunnen die geldmiddelen worden aangewend tot het wegnemen van den last, die drukt op eene noodzakelijke eetwaar, welke evenwel buiten 't bereik van een aantal proletariërs blijft, bij voorbeeld, de suiker.

De erfenisrechten in zijdelingsche lijn en onder niet vermaagschapte lieden stooten niet alleen op zekere tegenwerpingen, door nalatenschappen in rechte lijn verwekt, maar ook leveren zij deze hier zoo gewichtige eigenaardigheid op, dat ze bepaald worden gedragen door hen die er rechtstreeks worden door getroffen, zonder dat eenige afleiding daarvan mogelijk is.

Alleen de algemeene belasting op het inkomen kan in dit opzicht er mede gelijk worden gesteld, en talrijke voorstanders van de belasting hebben de erfenisrechten onder de rechtstreeksche belastingen begrepen. In dat

opzicht is de gelijkstelling billijk, zelfs zoo men de meest beperkte bepaling aanneemt van de rechtstreeksche belasting, die geene afleiding duldt. Werkloon noch de kosten van 's lands voortbrenging kunnen door die belastingen worden getroffen. Anderzijds, eischt de strengste rechtvaardigheid herziening van de rechten op nalatenschap in zijdelingsche lijn. Thans doet de inningswijze misbruiken en onrechtvaardige verdeeling voortduren, die erger worden met de huishoudkundige evolutie zelve. Dit komt trouwens hierbij, dat het roerend, licht te verbergen vermogen ruimschoots aan belasting ontsnapt, en daar de huishoudkundige ontwikkeling van alle industriële volken wordt gekenmerkt door het toenemen van den roerenden eigendom op zichzelf beschouwd en in verband met het onroerend vermogen, spreekt het van zelf dat de omvang van het der Openbare Schatkist onttrokken en van onrechtvaardige verdeeling immer krachtadiger het optreden van den wetgever vergen.

Het besluit der Voorloopige Regeering, in dato 17 November 1830, tot afschaffing van den eed; welken de wet van 27 December 1817 oplegde en waarbij werden kwijtgescholden alle boeten wegens niet aflegging van den eed, teekent de scheiding af van twee verschillende stelsels tot het innen der rechten en laat dezer uitslagen vergelijken.

In 1848 zegde de heer Frère, in zijne Memorie tot toelichting van het ontwerp dat de wet van 17 December 1831 is geworden, vlakaf dat dit besluit « *de Schatkist den eenigen doelmatigen waarborg der oprechtheid van de aangiften in zake van meubilair ontnam* ». In het zelfde stuk wordt een stichtende vergelijkende staat weergegeven.

« Vereenigt men de waarden, aangegeven in al de kantoren van hoofdplaatsen, zoo vindt men voor 1829 (tijdvak vóór het afschaffen van den eed)

de onroerende goederen geschat op	21,528,000
de roerende op	20,868,000

en voor 1840 (tijdvak na de afschaffing)

de onroerende goederen geschat op	25,436,000
de roerende op	14,130,000

Eene vergelijking van die cijfers volstaat om de overtuiging te geven dat het verschil ten gevolge van het ontduiken of onderschatten van meubelen aanzienlijk is : in 1829, vertegenwoordigden de roerende waarden 29 % van 't bedrag der aangegeven waarden; in 1840, min dan 36 %.

Dus werden in 1840 75 % van de werkelijk aangegeven roerende waarden niet aangegeven. Ondersteld dat nu nog de wezenlijke verhouding tusschen roerend en onroerend vermogen zou zijn als in 1829, dan hadde men 24,692,320 frank moeten aangeven in stede van 14,130,000 frank. Het verschil, het aandeel van 't bedrag, bedroeg 10,542,320 frank.

In 1881 komt het Bestuur, volgens eene andere berekening, tot wellicht nog ergere uitslagen.

De vergelijking van de erfenissen, aan boedelbeschrijving onderworpen, met die welke zonder inventaris werden vereffend, geeft onderstaande uitslagen :

	Nalatenschappen vereffend		Te zamen.
	na inventaris.	zonder inventaris.	
GETAL AANGIFTEN fr.	828	6,606	7,434
Onroerende goederen in België. . .	21,230,740	96,532,810	117,763,550
— — in den vreemde.	470,300	1,044,140	1,514,640
Renten en hypotheekvorderingen. .	4,756,100	12,458,760	17,214,860
Titels op naam	1,524,410	2,636,410	4,180,820
— aan toonder	9,678,630	11,786,330	21,464,960
Andere onroerende waarden . .	8,202,370	20,931,880	29,134,450
	45,862,930	145,430,330	191,293,280

Bij onderstelling met het Beheer van Financiën aannemende dat waarden die kunnen ontdoken worden (titels aan toonder en andere roerende waarden) in dezelfde verhouding staan tot de onroerende waarden en de andere waarden op naam, in nalatenschappen met en zonder boedelbeschrijving, zoo geraakt men tot navolgenden uitslag :

Voor 27,981,750 frank onroerende waarden en hypotheekvorderingen zijn er in beschreven nalatenschappen 17,881,200 frank roerende waarden, die kunnen ontdoken worden.

Voor 112,881,200 frank onroerende waarden, in niet beschreven nalatenschappen, zijn er 32,738,215 frank aangegeven roerende waarden; met gelijke verhouding, zouden er voor 72,013,000 frank moeten zijn. Dus wordt voor 39,275,000 frank ontdoken. Zoo luidt de uitslag der berekening van het Bestuur.

Op de aangiften gesteund, zou in 1881 het gansche roerend vermogen 37.5 % van 't geheel vertegenwoordigen, en het onroerend fortuin 62.5 %. En zoo men de dwalingen terechtwijst volgens het aangeduide stelsel, dan geraakt men nagenoeg tot de verhouding in 1829, of 48.5 % voor de meubelen en 51.5 % voor de onroerende waarden; in 1881 zou 't bedrog 20.5 % van 't beloop der werkelijk aangegeven waarden bedragen.

Toch is 't onmogelijk dat roerende waarden thans geene aanzienlijkere plaats bekleeden in de aangiften van nalatenschap.

In 1839 raamt Briavoinne, in zijn werk over de Nijverheid in België, deel II, blazijde 225 en volgende, het kapitaal der vennootschappen bij aandeelen in België van 350 tot 373 millioen, daarin begrepen de banken, krediets- en verzekeringsinrichtingen, naast de nijverheidsvennootschappen.

In 1879, niet verre van het oogenblik waarop bovenstaande berekeningen werden gemaakt, werd het roerend vermogen door den *Moniteur des intérêts matériels* geschat op 4.987,942,500 frank, alle openbare fondsen inbegrepen. Op 1 Januari 1899, schat hij dit fortuin op 8.087,528,568 frank, waarin de openbare fondsen voor 3,640,086,589 frank voorkomen; er blijven voor 4 milliards 447 millioen financiële en industriële waarden over. Daarvan hoeven blijkbaar afgetrokken de buitenlands geplaatste

waarden, zooals de buitenlandsche waarden er dienen inbegrepen. Hoe aanzienlijk de oorzaken tot misrekening ook mogen wezen, bestaat er van 1839 tot 1899 eene overgroote vermeerdering.

Onmogelijk met juistheid de toeneming van de opbrengst der erfenisrechten, na toepassing van de voorgestelde maatregelen, te ramen. Er dient, trouwens, rekenschap gehouden niet alleen met dezer doelmatigheid, maar ook met de veranderingen die, in den loop der tijden, de verhouding der roerende waarden tot de gezamenlijke nalatenschappen oplevert.

Van 1891 tot 1893 beliepen de erfenisrechten gemiddeld 18 millioen frank. Ondersteld dat de verhouding der roerende goederen van 1881 tot 1893 onveranderd bleef, dan zou de doelmatige inventaris ten minste 3,600,000 frank per jaar meer aan belasting opleveren.

Er mag gezegd dat de toeneming aanzienlijk zou wezen en ten minste van drie tot vier millioen bedragen.

De artikelen van het wetsvoorstel, reeds breedvoerig gerechtvaardigd in de toelichting van den heer Magnette, vergen hier nog slechts eene korte uitlegging.

Zegels en boedelbeschrijving. — De bezwaren, ingebracht tegen dit gedeelte van het voorstel, beheerscht door de merkwaardige redevoering van den heer Nyssens in 1892, werden met veel zorg en bekwaamheid onderzocht en getoetst door den heer G. Van den Bossche, in eene zaakrijke studie : *L'impôt sur les successions en Angleterre, en France et en Belgique*, eene studie over vergeleken finantiewetten (Leuven, blz. 110 en volgende). Hij bestrijdt achtereenvolgens de tegenwerpingen van *nutteloosheid* des maatregels, stoornis daardoor in de *familiën* veroorzaakt, onvoldoende gegeven waarborgen.

De heer Galopin, professor aan de Luiksche Hoogeschool, door dien schrijver aangehaald, acht den maatregel nutteloos, zoo er onder de erfgenamen strijdige belangen bestaan; hersenschimmig, zoo ze zich ondereen tegen den fiscus verstaan. Met reden doet de heer Van den Bossche uitschijnen dat dezelfde redeneering kan gelden ten opzichte van iederen schuld-eischer der nalatenschap. Doch de statistiek versterkt de theoretische bewijsvoering. Uit bovenstaande cijfers blijkt immers dat er in 1881 onder de aan inventaris onderhevige nalatenschappen tot 40 % waarden voorkwamen, die ontdoken konden worden op het gezamenlijke der aangiften, terwijl dit cijfer slechts 19.8 % bedroeg voor niet beschreven nalatenschappen. Dus is de fiskale doelmatigheid van den inventaris wiskundig gerechtvaardigd door deze stijging van het enkele tot het dubbele der verhouding van de titelen aan toonder. Wat deze statistieke bewijsvoering afdoende maakt, is dat onbevoegden, in *rechte* door de wet beschermd, gansch de belasting betalen, terwijl bevoegden, *feitelijk* tegen de wet beschermd, er slechts een gedeelte van betalen, zoo ze al iets betalen.

Het afdoende antwoord op het verwijt van stoornis in de familiën ligt in deze woorden, in 1892 door den heer Nyssens uitgesproken (*Annales parlementaires*, 7 December 1892, blz. 209) : « Ik stelde hoegenaamd geenen nieuwen maatregel voor, die zoo verre buiten onze zeden zou liggen. Als

kunnende hier ingevoerd worden, gaf ik heel eenvoudige, weinig gevaarlijke maatregelen op, die worden toegepast op nalatenschappen met minder-jarigen, zwakke wezens, door den wetgever beschermd. Zouden meerder-jarigen zich daar dan zoo slecht bij bevinden? » Niets beslissends kan hier-legen worden ingebracht. Is inwendige smart niet even eerbiedwaardig en kan ze niet insgelijks in beide gevallen geëerbiedigd worden?

Ten opzichte der waarborgen tegen onbescheidenheid en misbruik, wil de heer Van den Bossche met den heer Nyssens uitsluitend door den vrede-rechter de zegels laten leggen. We zijn geneigd ons eerste voorstel in dien zin te wijzigen.

De vergeleken wetgeving levert ons voorbeelden van eenen fiskalen rechts-handel in den aard van den voorgestelden. Zoo is de wetgeving in het kanton Waadland, en daar schijnt de rust der familiën geenszins verstoord.

Verplichtingen der bewaringhouders. — Het verslag van den heer Doumer over het fiscaal stelsel der nalatenschappen (10 November 1894) bevat eene gelijkaardige bepaling met deze uitlegging : « deze bepaling, ontleend aan het ontwerp der heeren Burdeau en Poincarré, werd opgenomen in al de wetsontwerpen op de overgangsrechten, door de Regeering sedert 1888 overgelegd ». Hare doelmatigheid wordt gestaafd door Engeland's voorbeeld.

H. DENIS.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE PREMIER.**

L'article 8 de la loi du 22 décembre 1851 sur les successions est complété par les dispositions suivantes :

Lorsqu'une personne sera décédée et qu'elle ne laissera d'autres héritiers que des héritiers collatéraux ou des non-parents, les scellés seront apposés d'office en sa mortuaire comme aussi dans les résidences qu'elle avait de son vivant.

L'apposition des scellés sera faite par le juge de paix ou son suppléant.

Un arrêté royal déterminera la rémunération due de ce chef aux personnes ci-dessus et réglera l'exécution de la présente disposition.

Néanmoins, les papiers et documents propres à établir l'avoir du défunt seront seuls placés sous scellés.

En cas de contestation, ces papiers seront placés sous enveloppe cachetée, et adressés au président du tribunal, qui statuera en dernier ressort, aux jour et heure à fixer par lui, après avoir entendu l'Administration des Finances et les intéressés qu'il invitera à comparaître par lettre recommandée.

Art. 2.

L'article 22 de la même loi est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Les sociétés anonymes ou en commandite, belges ou étrangères, ou leurs succursales et

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 8 der wet van 22 December 1851 op de nalatenschappen :

Wanneer een persoon sterft en hij geene andere dan erfgenamen in de zijlinie of niet-bloedverwanten nalaat, worden de zegels, ambtshalve gelegd in zijn sterfhuis, evenals ter verblijfplaatsen die hij gedurende zijn leven had.

De verzegeling geschiedt door den vrederechter of diens plaatsvervanger.

Het daarvoor aan hoogergeroemde personen verschuldigd loon evenals de uitvoering van deze wetsbepaling worden bij koninklijk besluit geregeld.

Echter, worden enkel de papieren en stukken, dienstig tot het vaststellen van het vermogen des overledenen, verzegeld.

In geval van verzet, worden deze papieren in een verzegelden omslag gedaan en gezonden aan den voorzitter der rechtbank, die, op door hem te stellen dag en uur, zonder verder beroep uitspraak doet, na eerst het Bestuur van Financiën gehoord te hebben alsmede de belanghebbenden, die hij bij aangeteekenden brief zal oproepen.

Art. 2.

Artikel 22 van dezelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

De naamlooze of commanditaire vennootschappen, belgische of vreemde, of hare

toutes personnes civiles ou physiques, dépositaires de fonds, titres, actions, obligations, espèces et valeurs appartenant à une personne décédée ne pourront s'en dessaisir en mains des héritiers ou légataires qu'à l'intervention et avec le concours du receveur des droits de succession compétent et après que, contradictoirement avec celui-ci, inventaire en aura été dressé, sur papier libre, et qu'en suite de cet inventaire les droits auront été payés ou qu'il aura été donné des garanties suffisantes par le receveur, sauf recours des intéressés au Ministre des Finances et des Travaux publics, le tout à peine, par les dépositaires, d'être tenus solidairement au paiement des droits et amendes, et à peine, en tous cas, d'une amende de mille à dix mille francs contre l'auteur ou les auteurs de la contravention.

hulpinrichtingen, en alle rechtspersonen of physische personen, die fondsen, titels, aandelen, obligatiën, specieën en waarden, toebehoorende aan eenen overleden persoon, ter bewaring hebben ontvangen, mogen ze niet afgeven aan de erfgenamen of legatarissen, tenzij ten overstaan en met de medehulp van den bevoegden ontvanger der successierechten en nadat, in diens tegenwoordigheid, de inventaris daarvan op ongezegeld papier werd opgemaakt en, ten gevolge van dezen inventaris, de rechten worden uitbetaald of ten genoegen van den ontvanger zekerheid werd gesteld, behoudens beroep van de belanghebbenden op den Minister van Financiën en Openbare Werken, dit alles op straffe, voor de bewaarnemers, van hoofdelijk gehouden te zijn tot betaling van de rechten en boeten, en op straffe, in elk geval, van eene boete van 1,000 tot 10,000 frank, den dader of de daders dezer overtreding op te leggen.

H. DENIS.

PAUL JANSON.

ANT. DELPORTE.
